



## BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

## D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

## DE PRETORIA

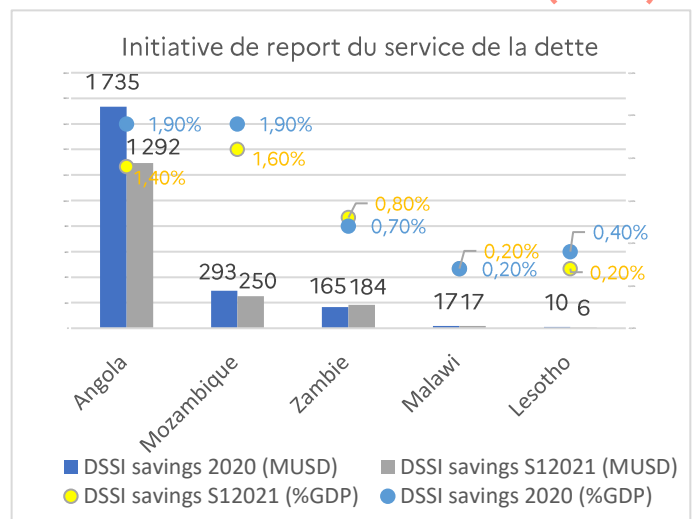
Semaine 13 - du 27 mars au 1<sup>er</sup> avril 2021

### Au programme cette semaine

- **Afrique du Sud** : Publication de nouveaux chiffres sur le marché de l'emploi
- **Afrique du Sud** : La crise continue d'avoir un impact majeur sur le revenu des ménages
- **Angola** : Le secteur privé juge la conjoncture défavorable, même si elle s'améliore
- **Botswana** : Le commerce bilatéral avec la France enregistre une baisse importante
- **Namibie** : Mise à jour du budget pour l'exercice 2021-2022
- **Zambie** : L'activité continue d'être dégradée au quatrième trimestre
- **Zimbabwe** : Le reflux de l'inflation s'accélère au mois de février

### Zoom sur... l'initiative G20 de suspension du service de la dette (DSSI)

A partir de mai 2020, les pays du G20 et du Club de Paris se sont accordés pour suspendre le remboursement du service de la dette des pays les plus pauvres. Initialement prévue pour durer jusqu'en décembre 2020, l'initiative a été prolongée de six mois en 2021. L'objectif était de faire face au problème de liquidité de ces pays et de libérer des marges de manœuvre budgétaires pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences. D'après la Banque Mondiale, 40 pays ont bénéficié du report de leurs échéances sur les 73 éligibles, principalement en Afrique subsaharienne. En Afrique australe, cinq pays ont profité de l'initiative (Angola, Lesotho, Malawi, Mozambique et Zambie). Parmi eux, c'est l'Angola qui a été le principal bénéficiaire : 1,7 Md USD d'échéances couvertes entre mai et décembre 2020 (1,9% du PIB) et 1,3 Md entre janvier et juin 2021 (1,4% du PIB). L'initiative pourrait encore être prolongée de six mois en 2021.



## 🍷 Afrique du Sud

### Publication de nouveaux chiffres sur le marché de l'emploi

D'après la dernière publication de l'agence nationale de statistique, 600 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel non agricole en 2020, représentant une baisse de l'emploi de près de 6%. Les secteurs les plus touchés ont été les services aux entreprises (-178 000 emplois), la distribution (-153 000) et l'industrie manufacturière (-106 000). Si des créations nettes d'emplois ont été observées au troisième et quatrième trimestres, elles sont restées minimales (environ +1% par trimestre) et n'ont pas permis de contrebalancer les pertes massives enregistrées au plus fort de la crise, lorsque les mesures de confinement ont été les plus strictes. À noter que ces données (*Quarterly Employment Statistics* – basées sur les relevés de TVA dans le secteur formel) doivent être mises en perspective avec celles de l'autre publication relative au marché du travail de StatsSA (*Quarterly Labour Force Survey* – basées sur une enquête auprès de 30 000 ménages, utilisées pour calculer le taux de chômage) qui rapporte 840 000 pertes d'emplois dans le secteur formel en 2020.

### La crise continue d'avoir un impact majeur sur le revenu des ménages

D'après le dernier bulletin trimestriel de la banque centrale (SARB) publié le 31 mars, le revenu disponible des ménages a diminué de près de 5% au quatrième trimestre 2020, par rapport à la même période en 2019 – montrant l'impact persistant de la crise sur cette catégorie d'agents. Cette évolution s'explique par la baisse du nombre d'heures travaillées, par les diminutions de salaire et les pertes d'emplois. Par ailleurs, la demande interne des ménages (principal moteur de l'économie, comptant pour environ 60% du PIB) a reculé de 5,4% en 2020.

Cette dernière devrait rester déprimée dans les prochains mois, nombre de consommateurs reportant leurs décisions d'achats (biens durables notamment). L'épargne des ménages a ainsi progressé de 1,2% du PIB en 2019 à 2% du PIB en 2020 – point haut depuis 2004. Enfin, si le service de la dette a diminué significativement au cours de l'année (baisse massive des taux d'intérêt suite à l'action de la banque centrale), le niveau d'endettement des ménages est lui passé de 73% du revenu disponible en 2019 à 77% en 2020.

### BLSA présente ses solutions pour débloquer l'investissement dans les infrastructures

Un rapport publié le 26 mars dernier par l'organisation patronale *Business Leadership South Africa* (BLSA), fait le constat de la chute de l'investissement en Afrique du Sud ces dernières années – en particulier dans le secteur public (de 3,5% du PIB en 2015 à 2,7% du PIB en 2019) et dans les entreprises publiques (de 3,8% du PIB à 2,7%), le taux d'investissement pour le secteur privé restant stable sur la période, aux alentours de 12,5% du PIB. Pour atteindre les objectifs annoncés par le gouvernement dans son plan de relance – investissements atteignant 23% du PIB à l'horizon 2024 dont 15% pour le secteur privé – l'organisation propose notamment d'ouvrir à la concurrence un certain nombre de secteurs (production d'électricité, transport ferroviaire, logistique portuaire, etc.), ou encore de mettre fin à l'incertitude réglementaire dans les industries extractives (finalisation de la charte minière et du *Mineral and Petroleum Resources Development Act*) qu'elle juge en grande partie responsable de l'effondrement de l'investissement dans le secteur. Sur le plan du financement, elle recommande de rediriger une partie des dépenses publiques courantes vers l'investissement, de recourir davantage aux financements des bailleurs, plus attractifs financièrement et de développer les partenariats public-privés.

## Angola

Le secteur privé juge la conjoncture défavorable, même si elle s'améliore

L'Institut national des statistiques a publié son rapport sur la conjoncture économique pour les entreprises pour le quatrième trimestre 2020, présentant un indice de confiance des entrepreneurs dans le pays – compris entre -100 et 100, un résultat positif indiquant une perception favorable de la conjoncture. Si les chefs d'entreprises des secteurs du tourisme (score de -21 au T4 contre -29 au T3), de l'industrie manufacturière (-16 contre -17), du commerce (-1 contre -20) et de la construction (-28 contre -47) jugent la conjoncture défavorable, l'évolution est positive par rapport au trimestre précédent. En revanche, dans le secteur des télécommunications (-1 contre 7) et des transports (-37 contre -30) la tendance est à la baisse. *In fine*, l'indicateur composite du climat économique pour l'ensemble des secteurs demeure en terrain négatif depuis le troisième trimestre 2015, bien qu'il s'améliore sur la dernière période (passant de -16 à -24 au quatrième trimestre).

## Botswana

Le commerce bilatéral avec la France enregistre une baisse importante

Selon les données du commerce extérieur publiées par la Direction générale des Douanes, les échanges commerciaux entre la France et le Botswana ont reculé de 73% en 2020, pour atteindre 88 MEUR. La crise du Covid-19 a ainsi porté un coup d'arrêt à la dynamique positive qui s'était installée depuis 2015. Les importations de la France en provenance du Botswana, principalement composées de diamants, ont enregistré une chute spectaculaire en 2020 (-

96%) – en lien avec la baisse de la production et l'arrêt presque complet des sessions de vente de diamants. Les exportations de la France vers le Botswana – principalement composées de matériel de transport (automobile, aéronautique) et d'équipements électroniques et informatiques – reculent aussi, mais dans des proportions moins marquées (-73%). En conséquence, l'excédent (structurel) enregistré par la France vis-à-vis du Botswana a diminué de moitié en 2020, pour atteindre 36 MEUR. **A noter par ailleurs, que l'agence nationale de statistique du Botswana a publié le 25 mars les données du commerce pour le mois de janvier dernier :** le pays enregistre un excédent commercial record de 1,4 Md BWP (environ 100 MEUR), contre 400 MBWP l'an passé à la même période, grâce à une nette reprise des exportations (+44% comparativement au mois précédent – reprise des flux de diamant), tandis que les importations ont diminué de 8,5%, compte tenu de la demande interne toujours déprimée.

## Namibie

Mise à jour du budget pour l'exercice 2021-2022

Le 30 mars, deux semaines après la présentation du budget 2021-2022 par le ministre des Finances, l'administration de ce dernier a revu à la baisse ses prévisions d'endettement public. A la fin du prochain exercice budgétaire, la dette publique devrait ainsi atteindre 126 Mds NAD (7 Mds EUR) soit 68% du PIB – contre 71% selon les chiffres présentés initialement et contre 56% du PIB à la fin de l'exercice 2019-2020. Cette révision s'explique par une nouvelle stratégie de financement du déficit, qui devrait moins faire appel à l'endettement – utilisation des réserves placées dans un fonds d'amortissement (*sink fund* – mis en place pour faire face au remboursement des Eurbonds émis en 2011 et 2015), ressources issues de l'introduction en bourse partielle de l'opérateur téléphonique MTC. A noter que la trajectoire d'endettement

du pays à moyen terme n'est pas modifiée: à l'horizon 2024 la dette publique devrait atteindre 160 Mds NAD, soit 75% du PIB. Les autres éléments du budget demeurent inchangés avec, pour rappel, un déficit record en 2021-2022, à hauteur de 8,6% du PIB.

## 🇿🇲 **Zambie**

### L'activité continue d'être déprimée au quatrième trimestre

L'agence nationale de statistique a publié son bulletin pour le mois de mars présentant l'évolution des principaux agrégats économiques. On peut retenir de cette publication que le PIB s'est contracté de 2,7% au quatrième trimestre 2020, par rapport à la même période l'année précédente – après -3,1% au troisième trimestre. Les principaux secteurs contribuant à cette évolution sont la distribution (-11,8%, soit une contribution négative de 2,4 points), les services publics (-21,4% et -1,1 point) ainsi que l'hôtellerie et la restauration (-28% et -0,6 point). Les bonnes performances des télécommunications (+13,7% soit +0,6 points) et de l'industrie minière (+7% soit +0,7 point) ne permettant pas de contrebalancer la perte d'activité dans les autres secteurs. Par ailleurs, les pressions inflationnistes continuent de s'intensifier dans le pays, pour le huitième mois

consécutif: l'inflation sur un an atteint ainsi 22,8% en mars, après 22,2% en février. Les denrées alimentaires (+27,8% soit une contribution positive de 14,9 points) et les transports (+27,3% soit +2 points) sont les principaux contributeurs à cette augmentation des prix.

## 🇿🇼 **Zimbabwe**

### Le reflux de l'inflation s'accélère au mois de février

L'inflation sur un an a atteint 240% au mois de mars, après 321% en février. L'indicateur poursuit donc sa décrue à un rythme qui s'accélère: il s'agit de la baisse la plus importante enregistrée depuis octobre 2020 et du plus faible niveau d'inflation depuis juillet 2019. Les principaux secteurs contribuant à la hausse des prix sont l'agroalimentaire (+300% comparativement à la même période l'an passé), les télécommunications (+365%), l'hôtellerie et la restauration (+342%) et la santé (+296%). La hausse des prix revient donc progressivement sous contrôle, après deux ans d'augmentation continue ayant conduit au niveau record de juillet 2020 (+837%). Pour rappel, la banque centrale a affiché comme objectif le retour à une inflation annuelle sous la barre des 10% d'ici la fin de l'année 2021.